

L'Abeille

de la Nouvelle-Orléans

Journal Hebdomadaire

Fondée le 1er Septembre 1827

Publiée par le Times-Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, La., Téléphone Main 4100.

Enregistré à la Poste de la Nouvelle-Orléans, La., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.

En Louisiane et au Mississippi, par an \$2.50
Pour les Etats-Unis, un an \$3.00
Par mois \$25c

Le Désarmement

On sait que le président des Etats-Unis a envoyé aux grandes puissances l'invitation de se réunir prochainement à Washington pour y discuter sur le désarmement des peuples et la question du Pacifique.

La collection des discours prononcés à ce Congrès formera sûrement plusieurs volumes.

Il est facile, sans être prophète, d'en résumer dès maintenant le contenu.

En ce qui concerne le désarmement général, auquel rêvait le chimérique M. Wilson, on n'y insistera guère; les orateurs n'ayant pas eu de peine à prouver que désarmer certains peuples qui, comme la France, la Belgique, etc., sont menacés par leurs voisins, serait impossible.

On fera remarquer, d'ailleurs, qu'il est impossible de parler de désarmement à une époque où de simples avions de commerce, dont le nombre grandit chaque jour, peuvent devenir instantanément des armes redoutables, capables de détruire rapidement une ville entière avec ses habitants, simplement en les chargeant de barils d'explosifs.

Les discussions sur les diverses formes de désarmement étant reconnues inutiles, on arrivera vite à la question de savoir si les grandes puissances maritimes actuelles pourraient s'entendre pour renoncer à la construction future de grands cuirassés qui, bien que coûtant chacun une centaine de millions, peuvent être détruits en quelques minutes.

Ils semblent devoir être utilement remplacés par de grandes flottes aériennes. Mais, comme on n'est pas encore très sûr de l'inefficacité des cuirassés, le Japon ainsi que l'Angleterre déclareront sûrement qu'ils ne font que construire le minimum de navires nécessaires à leur sécurité. Le Congrès n'aura donc obtenu sur ce point aucun autre résultat qu'un échange d'infructueux discours.

A ce même Congrès, dont je résume ici le futur compte rendu, de grandiloquents discours seront prononcés sur la fraternité des peuples, les bienfaits de la paix, etc. La Société des Nations, notamment, trouvera de brillants défenseurs.

Ces discours seront sûrement vigoureusement applaudis par une légion de vertueux philanthropes. Les diplomates sauront fort bien que ces inutiles paroles ne peuvent avoir la plus légère influence sur la future marche du monde et que les rêveries wilsonniennes doivent être considérées comme de dangereuses illusions.

L'expérience, dira un orateur, a été concluante. La Société des Nations est complètement constituée. Pour donner un peu de prestige à ses membres, généralement obscurs, on alloua à chacun d'eux des traitements de chefs d'Etat.

Les millions ainsi dépensés ne doivent pas être regrettés, ajoutera-t-il, car c'est grâce à eux que fut expérimentalement démontrée la totale inutilité actuelle d'une Société des Nations.

Malgré la froideur avec laquelle sera accueilli ce discours par des diplomates connaissant fort bien la vérité, mais n'aimant pas qu'on la dise, l'orateur ne manquera pas de faire remarquer que les anciens défenseurs de la Société des Nations ont rapidement perdu leur foi. Il en citera comme preuve les passages suivants du journal Le Temps, qui fut à un certain moment son plus ardent défenseur.

"La Société des Nations est-elle en

mesure d'empêcher ou d'arrêter une guerre? L'expérience répond.

"En 1920, les bolchevistes russes ont failli prendre Varsovie. La Société des Nations s'est bien gardée d'intervenir.

"En 1921, les Grecs font la guerre aux Turcs. La Société des Nations s'abstient soigneusement de s'en occuper.

"A vrai dire, elle a tenté de régler l'affaire de Wilna. Mais le Gouvernement lithuanien refuse froidement la transaction approuvée par le Conseil de la Société des Nations.

"Tel est le genre d'autorité que possède la Société des Nations, lorsqu'il s'agit d'empêcher ou d'arrêter l'effusion du sang."

Parmi les discours prononcés au Congrès de Washington, on peut encore citer celui d'un pénétrant observateur—non politicien par conséquent—sur nos relations depuis deux ans avec l'Angleterre. Voici les passages essentiels de son discours:

En dehors d'un désarmement illusoire et d'une Société des Nations plus illusoire encore, il n'existe, dira cet orateur, qu'un seul moyen d'assurer une paix durable: ce serait l'engagement pris par l'Angleterre et l'Amérique de se porter au secours de la France si elle était attaquée par l'Allemagne. Jamais, devant une telle perspective, l'Allemagne ne songerait à entreprendre une nouvelle guerre.

On sait que cette proposition d'intervention nous fut faite par M. Lloyd George pour nous éloigner du Rhin, mais, le résultat poursuivi étant obtenu, il refusa ensuite de faire sanctionner sa proposition par son Parlement.

On objectera à ce projet que l'Angleterre tient beaucoup plus à établir son hégémonie en Europe qu'à y établir la paix.

Les faits justifiant cette assertion sont nombreux: On rappellera notamment qu'au moment où les bolchevistes étaient aux portes de Varsovie, la Grande-Bretagne barra à Dantzig la seule route permettant d'envoyer facilement des munitions à nos alliés, chargés d'arrêter l'invasion bolcheviste. L'orateur ajoutera aussi qu'après s'être emparés de toutes les colonies allemandes—puis de la Perse, de la Palestine et de l'Egypte, l'Angleterre nous obligea, par les hostilités de ses protégés, placés par elle sur nos frontières, à dépenser beaucoup d'hommes et de millions en Syrie.

Si ce projet d'engagement renait à Washington, ce sera parce que l'Angleterre, menacée de toutes parts, voudrait bien s'assurer quelques appuis. Après s'être installée à Constantinople, afin de dominer la Méditerranée, elle a lancé les Grecs contre les Turcs et ranimé la guerre en Orient, guerre d'autant plus maladroite qu'elle devait conduire à une lutte religieuse. L'Islam n'est pas un bloc homogène, puisqu'il est composé de races et de nationalités différentes, mais la religion a créé entre les disciples de Mahomet un lien civil et religieux très fort. Tous les pays musulmans: la Palestine, l'Egypte, le nord de l'Inde, sont aujourd'hui soulevés.

Plusieurs orateurs du Congrès, penseront sûrement, mais sans oser le dire, que si l'âge de la paix devient de plus en plus lointain, c'est parce que les dirigeants de certains peuples ont une soif de conquête et d'hégémonie aussi intense qu'à l'époque de Guillaume le Conquérant ou de Charles-Quint.

Il est douteux que la France obtienne à Washington l'engagement des Etats-Unis et de l'Angleterre de l'assister en cas d'attaque de l'Allemagne. Si cet engagement était pris, ce serait dans des termes si vagues et si pleins de réticences que son effet serait à peu près nul.

Ce n'est pas, d'ailleurs, pour discuter sur les conditions d'alliances européennes que les représentants des grandes puissances ont été convoqués à Washington, mais bien pour étudier un problème dont l'importance pour les Etats-Unis est capitale, puisque leur avenir en dépend.

Le problème du Pacifique, malgré toutes les périphrases dont les orateurs l'envelopperont, consisterait à trouver les moyens d'empêcher les Japonais d'envoyer leurs immigrants aux Etats-Unis. Ne se mélangeant pas aux autres races, se multipliant avec une extrême rapidité, et travaillant à bien meilleur compte que les blancs, ils feraient à ces derniers une concurrence désastreuse.

Malheureusement, l'immigration est pour les Japonais une nécessité fatale. Ils ont tous les ans un excédent de plusieurs centaines de milliers d'habitants qui, ne trouvant plus place sur leur sol et ne pouvant être expédiés en Chine déjà trop peuplée, voudraient envahir les Etats-Unis. Mais des lois draconiques leur en ont rendu jusqu'ici l'accès fort difficile.

Les Japonais avaient dû subir ces lois, parce qu'ils n'étaient pas les plus forts. Mais maintenant?

La Grande-Bretagne, qui a un traité d'alliance avec le Japon et que la distance met à l'abri des invasions, ne verrait aucun inconvénient à l'expansion de la race jaune.

Il en est tout autrement de ses Dominions: Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, etc. Ils partagent absolument les sentiments des Etats-Unis et ne veulent à aucun prix d'une invasion jaune.

Leurs représentants se sont déjà catégoriquement prononcés sur ce point. "Parmi les droits des pays que nous représentons, a dit le premier ministre de l'Australie, se trouve celui de choisir leurs nationaux, et, par conséquent, d'éliminer les étrangers qui ne conviendraient pas."

Le Japon actuel acceptera-t-il l'humiliante interdiction que jusqu'ici il a dû subir en protestant contre elle? La force seule pourrait l'y contraindre.

Mais le faible Japon de jadis est devenu une grande puissance traitant d'égal avec les plus redoutables nations. Il possède une flotte bientôt égale à celle de l'Angleterre et qui, pendant la guerre, fit la police du Pacifique et rendit de grands services aux Alliés. Son représentant à Paris figura au Conseil Suprême qui dicta la paix.

L'ancien petit Japon est très grand aujourd'hui. Sans parler de sa conquête économique de la Chine, il s'est annexé le Chantoung, pays aussi étendu que la France, puis la Mandchourie, et bientôt, sans doute, la Sibérie, le lac Baïkal et Vladivostok, régions riches en mines, forêts, charbon et pétrole.

En peu de temps les Japonais sont devenus les vrais maîtres de l'Asie.

Il y a déjà plus de trente ans que, dans un livre consacré à l'Orient, je prédisais le conflit fatal de la race blanche et de la race jaune en Orient.

Cette heure est venue. Si les Etats-Unis ont la possibilité de se défendre contre l'invasion japonaise, c'est parce que pour venir au secours des alliés, ils ont été obligés de se constituer une armée et une flotte. Grâce à ces armements et au concours des Dominions anglais, l'Amérique résiste à la pression japonaise. Elle voudrait maintenant trouver les moyens d'éviter une lutte qui serait évidemment beaucoup plus colossale et plus meurtrière que celle dont nous sortons. Ce serait la grande guerre des races. L'Inde, l'Egypte, la Chine y entreraient nécessairement à côté du Japon, afin de ne plus subir la suprématie des blancs.

Dans un article intitulé: Où se livrera la prochaine guerre, un grand journal des Etats-Unis rappelle les paroles du ministre de la guerre, M. Weeks, disant "que ce serait folie de désarmer, tandis que les nations avec qui les Etats-Unis peuvent se trouver en guerre augmentaient fiévreusement leurs armements. La prochaine grande guerre aura lieu dans les eaux, sur les côtes et dans les îles de l'océan Pacifique."

On peut donc considérer comme très juste cette réflexion récente du premier ministre de l'Australie: "La scène des grands événements mondiaux va passer

du continent européen aux eaux du Pacifique."

Pour terminer la série des prédictions, d'ailleurs faciles, énumérées dans les lignes précédentes, on peut affirmer que le Congrès de Washington réussira à reculer un peu l'échéance du grand conflit qui menace l'Asie.

Cette échéance sera reculée, mais reculée seulement. Avant un petit nombre d'années, les gouvernants des Etats-Unis seront obligés de s'orienter vers une des branches du dilemme suivant:

Ou accepter l'invasion des jaunes, qui, en raison de l'inlassable fécondité de cette race, finirait par transformer les Etats-Unis en colonies japonaises en lutte constante avec le reste de la population.

Ou s'opposer par la force à l'envahissement.

Cette guerre colossale, dont nous voyons chaque jour grandir la menace, n'aura plus, comme les anciens conflits, des ambitions, des rivalités dynastiques et des haines pour causes. Elle sera comparable à ces grandes luttes pour la vie qui, au cours des âges géologiques, ont présidé à la destruction et à la transformation des espèces.

Si le Congrès de Washington a des résultats politiques médiocres, il servira au moins à démontrer une fois encore que, malgré les rêveries des Pacifistes et leurs dissertations sur le Droit, la vie des peuples reste encore dominée par l'inexorable loi du plus fort.

GUSTAVE LE BON,

Dans les Annales.

UN NOUVEAU DIRIGEABLE POUR NOTRE MARINE

La flotte aérienne des Etats-Unis recevra bientôt une nouvelle unité venant d'Angleterre. C'est un dirigeable rigide aux dimensions colossales.

Contrairement aux avions qui doivent être en mouvement pour se maintenir dans l'air, ce dirigeable peut y rester immobile pendant un temps indéfini. On s'en servira surtout en temps de guerre comme navire aérien éclaireur pour localiser l'ennemi. Comme il est chargé d'hélium au lieu d'hydrogène, il est pratiquement à l'épreuve de l'attaque des canons, car contrairement à l'hydrogène, l'hélium n'est pas inflammable.

Mais si ce monstre aérien peut être en temps utile d'un avantage inappréciable pour les opérations militaires, il n'en est pas moins dispendieux. Il coûte environ \$2,000,000 et le hangar qui servira à l'abriter, environ le même montant. Comme les dépenses continuelles pour amener ce navire au pays se chiffrent à environ \$1,000,000, c'est donc à dire que le ZR-2—c'est le nom du dirigeable,—lorsqu'il sera rendu aux environs de New-York, aura coûté la jolie somme de \$5,000,000. Et il n'est que le premier, car les Etats-Unis en recevront d'Angleterre un autre, très probablement au cours de l'été.

On peut se faire une idée de la dimension du dirigeable, en pensant que le hangar qui servira à le recevoir avec son compagnon, le ZR-1, mesure 954 pieds de longueur, 350 pieds de largeur et 200 pieds de hauteur. Les portes de ces hangars pour être mises en mouvement nécessitent quatre moteurs de 20 chevaux-vapeur chacun. Il faudra une équipe de 500 hommes pour entrer le dirigeable dans son hangar et l'en sortir. Sur ce hangar, il y aura une série de puissants projecteurs qui aideront le navire à se diriger de nuit, lorsqu'il sera dans un certain rayon de New-York.

LA RECOLTE DU BLE EN FRANCE

Tours.—Des quatre coins de la France les fermiers se sont réunis ici comme d'habitude pour discuter du résultat probable de la moisson. Malgré la sécheresse elle donnera 80 millions de quintaux contre 90 millions avant la guerre, et on pourra prélever sur cette quantité 5,000,000 de quintaux pour subvenir aux besoins de la Russie.